



**VOLUME 7**  
**NUMERO 7**  
**AOUT 2024**

# **CHOUBLAK**

**ORGANE OFFICIEL DE LA FUSION**

## **SOMMAIRE**

- 1** **LES SIAMOIS :**  
**Edmonde SUPPLICE BEAUZILE**  
**Présidente du Parti FUSION des Sociaux-Démocrates Haïtiens**
- 5** **ÉTAT CAPTÉ : COMMENT LA SOCIÉTÉ BRANCHÉE MET EN LUMIÈRE LE TRAFIC D'INFLUENCE DES POLITIQUES ET BUREAUCRATES EN HAÏTI – CAS DE LA BANQUE NATIONALE DE CREDIT (BNC) :**  
**Moïse CELICOURT, Economiste**
- 8** **POUR UN RETOUR AU SYMBOLISME HISTORIQUE ET AU RESPECT DES MONUMENTS :**  
**Mozart CLÉRISSON, Avocat**
- 10** **UNE DÉCANTATION DANS LE PAYSAGE POLITIQUE HAÏTIEN :**  
**LA RÉDACTION**
- 12** **NOTE DE CONJONCTURE : HAÏTI A LA CROISÉE DES CHEMINS**

*Participer* à la construction d'un avenir meilleur

+509 28 11 74 66  
info@partifusion.ht  
www.partifusion.ht



## LES SIAMOIS

*« Nous donnons au monde ce spectacle d'une jeune nation, née à des hauteurs étonnantes, se coupant les ailes pour tomber au niveau de toutes les abjections »<sup>1</sup>*  
Edmond Paul .

La transition de rupture, était-elle porteuse d'un projet ? Ceux et celles qui s'opposaient au régime d'alors ont proposé la création d'un Conseil Présidentiel de Transition (CPT). Dès sa mise en forme, les initiateurs ont commencé, sur fond de crise, à exécuter leur numéro de scène. Et la machine aussitôt en marche, les Conseillers-Présidents, chacun en ce qui le concerne, se donnent à cœur joie en étalant graduellement la dimension artistique de leurs talents. Entre autres, deux cas majeurs de flagrance :

1. Sur le chapitre de la corruption, le Président du Conseil d'administration de la Banque Nationale de Crédit doit verser cent millions de gourdes à trois Conseillers Présidents en échange de sa reconduction au poste de président du CA.
2. Sur la rubrique de l'insécurité, le Président rotatif du CPT a coloré en rose le paysage haïtien en déclarant que *“ la vie commence à reprendre dans les rues de la capitale et, dans le reste du pays dans le nord comme dans le sud la vie a repris quasiment totalement et environ quatre-vingt mille étudiants en 9eme Année Fondamentale ont subi les examens officiels réussis la semaine dernière ”* par devant l'Assemblée de la CARICOM à l'occasion de sa 47ème réunion.

A la primature, le Premier Ministre désigné n'y est pas allé de main morte. Dans son discours d'investiture en date du 12 Juin 2024, il a tenu un discours imprégné de couleur hautement nationaliste. Il y a quelques passages que je retiens : *« Je m'engage devant vous chers concitoyens à servir notre nation avec intégrité, transparence et dévouement... Il est crucial que nos policiers et nos soldats soient bien préparés pour faire face aux défis sécuritaires actuels... Nous veillerons à ce qu'il dispose d'outils nécessaires pour accomplir leur mission avec efficacité et professionnalisme. Nous devons rétablir la confiance du peuple dans ses dirigeants et ses institutions. Cela implique une transparence totale dans la gestion des affaires publiques et une tolérance zéro envers la corruption »*. Veut-il réinventer la roue ?

En ayant visité l'Hôpital Général accompagné du Directeur Général ai de la Police Nationale d'Haïti et l'affrontement qui en est résulté entre les gangs et les Forces de l'Ordre, en ayant rencontré en la résidence privée du Conseiller-Présidentiel d'autres Conseillers et des responsables de secteur politique et le spectacle qui s'en est suivi, le Premier Ministre s'est montré tout aussi talentueux.

Dans une interview diffusée en date du 7 Août 2024, le Premier Ministre a dit : *« Il sera extrêmement difficile d'organiser les élections et assurer la passation du pouvoir à de nouveaux élus au 7 Février 2026 dans les conditions actuelles »*. Il est frustré par rapport à la lenteur constatée dans la fourniture de l'aide promise par l'International, en particulier les Etats-Unis pour rétablir l'ordre et améliorer les conditions d'existence de la population.

Hier, ils se sont présentés comme les défenseurs de la société, les garants d'un ordre nouveau, les tenants du système démocratique, comme l'alternative crédible. Aujourd'hui, ils ont les mêmes réflexes, reproduisent les mêmes faits et gestes et sont pressés de passer à la caisse.

<sup>1</sup> C'une citation puissante ! Elle évoque la chute d'une nation qui, malgré un départ promoteur, finit par se dégrader et perdre sa grandeur. Les mots d'Edmond Paul nous invitent à réfléchir sur la fragilité des sociétés et idéaux. Copilot (IA)

Je ne suis animée d'aucun esprit étroit et partisan en relatant ces faits. Ma préoccupation est toute autre. C'est le constat d'une femme politique avisée, d'une combattante, d'un parlementaire qui s'interroge sur le devenir de son pays, sur l'avenir des jeunes d'aujourd'hui.

Je me questionne sur la pesanteur d'un passé prégnant, d'un passé reproduit avec efficacité.

C'est pourquoi mon ouvrage, titré **“Les Siamois : “Pouvoir et Opposition”** qui sera bientôt disponible, prend en compte cette malformation congénitale. Tout en s'excluant l'un l'autre, le tandem **« Pouvoir et Opposition »** se donnent la main, demeurent solidaires et jouissent d'une santé robuste sur la longue période 1804-2024. La pérennité de l'un assure la survie de l'autre.

J'en déduis en interrogeant l'histoire, cette cruelle enseignante, que le Pouvoir et l'Opposition se livrent une lutte sanglante et se relaient tout aussi bien. Ils sont siamois. Cette forme de lutte, engagée à l'aube même de la jeune nation haïtienne, est devenue une constante à travers l'histoire. Je cite deux faits d'illustration :

1. Les hommes de l'Ouest et du Sud s'en veulent à Dessalines qu'ils qualifient de tyran. Ils organisent la révolte et abattent l'Empereur. Leur texte « Résistance à l'oppression » traduit l'expression de leur exaspération, de leur ras le bol, de leur volonté de construire une société dont la boussole sera axée sur la loi.

Lisons un extrait de ce document : *« En attendant le moment où il sera possible de l'établir, nous déclarons que l'union, la fraternité et la bonne amitié, étant la base de notre réunion, nous ne déposerons les armes qu'après avoir abattu l'arbre de notre servitude et de notre avilissement et placée à la tête du gouvernement un homme dont nous admirons depuis longtemps le courage et les vertus, et qui, comme nous, était l'objet des humiliations du tyran ; le peuple et l'armée dont*

*nous sommes les organes, proclament le général Henri Christophe, Chef provisoire du gouvernement haïtien, en attendant que la constitution, en lui déférant définitivement ce titre auguste, en ait désigné la qualification. »*

Une fois l'Empereur abattu, les hommes de l'ouest et du sud en veulent à Christophe. C'est la guerre déclarée qui conduit à la séparation du pays en deux Etats : le Nord, l'Ouest et le Sud.

2. En 1843, les hommes de Praslin se liguent contre Boyer, l'obscurantiste qui finit par prendre l'exil. Animés par des idées généreuses de changement, déterminés à édifier un gouvernement civil comme norme, ils conçurent un projet de constitution. Ce sera la Constitution de 1843.

En prenant le pouvoir, les hommes de Praslin n'ont pas su montrer qu'ils étaient différents de Jean-Pierre Boyer. Charles Rivière Hérard, expression de ce mouvement et devenu Président à son tour, fut lui aussi chassé, emporté par le complot ourdi par les boyeristes et contraint de s'exiler avec des personnalités qui avaient organisé éloquemment l'opposition parlementaire. En fomentant ce coup d'état contre les hommes de Praslin, le parti boyériste proposa la candidature de Guerrier à la présidence. Du 3 mai 1844 au 27 février 1847, intrigues, conspirations et luttes sanglantes opposèrent les Boyeristes aux Rivéristes. Trois présidents se succèdent : Philippe Guerrier, Louis Pierrot et Jean Baptiste Riché. Les boyeristes inaugurèrent la politique de doublure qui consistait à porter au pouvoir un noir ignorant pour diriger le gouvernement en son nom.

C'est malheureusement notre Haïti où « hier » et « aujourd'hui » assurent la permanence de manière coriace. L'approche mécanique des faits historiques tels que présentés sommairement en rapport avec les tenants du pouvoir et de leurs opposants apporte un éclairage sur notre mode de fonctionnement. Elle permet de saisir l'enchevêtrement contextualisé de la trame des événements demeurant encore le modèle

politique aux sources intarissables où les hommes et les femmes politiques de la cité viennent s'abreuver.

Néanmoins, ne faut-il pas, par-delà le contexte historique, interroger et scruter le phénomène de la colonisation ? Aimé Césaire, en posant l'équation : colonisation = chosification dans son « Discours sur le colonialisme » publié en 1950, oriente notre réflexion sur le legs colonial et ses stigmates jusqu'à présent indélébiles. Cette chosification, synonyme de toutes les méthodes d'ensauvagement, de violence, de haine raciale, de relativisme moral, s'est enfouie instinctivement en nous, et aussitôt en activité elle se déverse de manière éruptive.

Leslie Manigat décrit de fort belle manière le poids colonial et historique en ces termes : « C'est l'héritage colonial puis national, avec ses sédimentations et ses érosions différentielles sous forme d'atavisme et de résistance, de séquelles et de résidus, de positions et de résurgences d'autant plus possibles, que chez nous, la longue durée, en l'altérant certes, maintient le passé vivant »

En partageant ces données historiques, je veux rappeler à mes frères et sœurs haïtiens et haïtiennes qu'il n'y a pas de génération spontanée. Nous sommes les causes de nos malheurs et ensemble nous devons être en mesure d'identifier le mal et envisager comment sortir du borbier. Des propos acerbes ! Des paroles qui détruisent ! Des prises de position de chapelle ! nous avons démontré une adroite et rare habileté à « **dynamiser le recul** » pour reprendre l'expression du professeur.

La dynamique du recul, c'est se complaire dans un individualisme primaire, sauvage, à défaut de toute forme de solidarité agissante envers la collectivité.

La dynamique du recul se manifeste avec les forces vives du pays qui, tout en étant conscients de parodier la démocratie, utilisent le double discours.

La dynamique du recul se manifeste dans le démantèlement des Institutions républicaines.

La dynamique du recul se manifeste dans le morcellement de la République entouré de gangs bien équipés et protégés qui ont leur juridiction respective.

### **La dynamique du recul se manifeste dans la velléité des politiques à armer leurs troupes en vue de remporter les élections**

La dynamique du recul consiste à rendre possible constitutionnellement la multiplication des partis politiques- en fait des particules- qui attendent l'occasion pour s'inscrire dans les prochaines compétitions électorales.

La dynamique du recul est le langage manichéen au quotidien des obscurcisseurs : seuls les technocrates peuvent diriger efficacement le pays ; les politiciens sont catégorisés comme étant tous des corrompus et nuls à travers le prisme convenu par l'expertise des puristes.

La dynamique du recul, c'est inaugurer et mettre en marche l'industrie nationale du crime organisé, du kidnapping contre rançon, de la rendre séduisante et florissante, jusqu'à en faire d'elle une habitude devenue maintenant habitus.

La dynamique du recul se manifeste dans la manipulation d'un discours pernicieux, manichéiste qui inocule aux frères et sœurs haïtiens et haïtiennes le venin de la discorde et de la haine.

La dynamique du recul se manifeste dans la perte totale de notre souveraineté.

Il faut se rendre à l'évidence que nous sommes tous dans le même bateau qui prend de l'eau et fait naufrage. Comment donc redresser la barque ? C'est un véritable pari qui peut être relevé si l'on peut se défaire de son ego. L'Haïtien doit se parler vrai. Les forces vives de la nation, sans esprit de condescendance, doivent cogiter autour d'un plan d'ensemble.

Pour la Fusion, il est préjudiciable de poser la problématique de l'instabilité politique chronique, de l'absence de vision des élites, de la primauté de l'individualisme sur le collectivisme et les résultats après deux siècles de gouvernance calamiteuse.

Pour la Fusion, Il demeure indispensable de construire une nouvelle Haïti. Réfléchissons sur les échecs répétés des élites et les causes de nos malheurs, sur la présente situation politique, économique, sociale, environnementale, sécuritaire, démographique du pays. Présentons une offre politique innovant à travers un projet national.

Pour la Fusion, il nous faut construire une plateforme politique solide, composée d'organisations politiques, de personnalités et des organisations de la société civile pour les prochaines élections.

Pour la Fusion, il nous faut une offre politique innovant à travers un projet national axé sur la modernisation de l'état et de l'économie du pays, la reconquête de notre souveraineté, la justice et la justice sociale, la stabilité politique.

Pour la Fusion, il nous faut la signature d'un Pacte de Gouvernabilité.

Il faut qu'Haïti se réveille et se transforme !

### **REVEILLONS- NOUS. REVEILLONS HAITI DE SA LETHARGIE ET TRANSFORMONS-LA !**



**Edmonde SUPPLICE BEAUZILE**  
**Présidente de la FUSION**

**VICE-PRÉSIDENTE**  
**DE L'INTERNATIONAL SOCIALISTE**

**VICE-PRÉSIDENTE DE LA COPPPAL**

**Edmonde Supplice Beauzile**, une personnalité politique haïtienne, qui a joué un rôle significatif dans la vie politique de son pays. Elle a été membre de la Chambre des Députés et du Sénat, et elle a dirigé le Parti Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens (PFSDH-FUSION) de septembre 2011 à date.

Visitez <https://www.partifusion.ht/>

*Je peux vous en dire plus sur son parcours.* Edmonde Supplice Beauzile est née le 14 octobre 1961 à Balladère et a grandi là-bas ainsi qu'à Maïssade. Elle a étudié les sciences juridiques à l'Université d'État d'Haïti et a obtenu une maîtrise en éducation à l'Université de Montréal en 1993. Elle a siégé à la Chambre des Députés de 1990 à 1994 et au Sénat haïtien de 2006 à 2012, où elle a également occupé le poste de vice-présidente.

Malgré les défis politiques et sociaux auxquels elle a été confrontée, Edmonde Supplice Beauzile a continué à jouer un rôle actif dans la vie politique haïtienne. Copilot (MS IA) pour voir plus : [Edmonde Supplice Beauzile: « J'ai toujours rêvé d'être de celles qui prennent les décisions » \(lenouvelliste.com\)](#) ; [Winnie Hugot Gabriel](#) , 22 sept. 2015 | Lecture : 7 min.

et suivez nous sur : <https://web.facebook.com/parti.fusion.ht? rdc=1& rdr> ; <https://www.youtube.com/channel/UcaI DpyWIYNuQQpxPTHnGaw>



**ÉTAT CAPTE : COMMENT LA SOCIÉTÉ BRANCHÉE MET EN LUMIÈRE LE TRAFIC D'INFLUENCE DES POLITIQUES ET BUREAUCRATES EN HAÏTI – CAS DE LA BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT (BNC)**

Depuis que le concept de lutte contre la corruption a été popularisé par les principales institutions financières de Bretton-Woods (Banque Mondiale, FMI, ..) notamment auprès des pays en développement en vue d'une perspective d'amélioration de la gestion des affaires publiques à la fin des années 80, les scandales et risques permanents liés à la corruption, les uns plus emblématiques que les autres, sont souvent mis en évidence au grand public. Les paiements illicites, les pots-de-vin, les trafics d'influence sont parmi les diverses formes de corruption dont les acteurs politiques et bureaucrates usent souvent dans l'exercice de leur fonction. Ces acteurs politiques et bureaucrates sous l'influence d'autres acteurs économiques pratiquent ce qu'on appelle une captation de l'État.

Haïti, en proie à une crise multidimensionnelle, est depuis longtemps confrontée au fléau de la corruption. Ce phénomène, qui gangrène les institutions et freine le développement du pays, a pris une nouvelle dimension avec l'essor des réseaux sociaux. Comment les plateformes numériques amplifient l'exposition de ces pratiques des Hauts responsables publics dans un État, assimilé à une institution en faillite, est capté par ces derniers dans le souci de tirer des avantages individuels au détriment du collectif ou à un coût social exorbitant ?

Cet article, par une mise en contexte du terme de captation de l'État, examine l'impact des plateformes numériques notamment les réseaux sociaux sur le trafic d'influence des politiques et bureaucrates en Haïti. Il met un accent particulier sur le scandale de l'affaire du président du conseil d'administration de la Banque nationale de crédit (BNC) impliquant trois (3) Conseillers du Conseil Présidentiel de Transition

(CPT) émanant de l'accord du 3 avril 2024 dénommé « *Accord politique pour une transition pacifique et ordonnée* ». Il montre comment les plateformes numériques ont modifié les rapports de force entre les acteurs politiques, les citoyens et les médias, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour la lutte contre la corruption bien que celui-ci fait ressortir sa limite à un changement réel.

**L'État capté, c'est quoi ?**

Le terme captation de l'État est vu comme une nouvelle facette de la corruption au sein des pays en développement où des forces économiques puissantes (appelés aussi oligarques chez nous) entreprennent des actions pour façonner les lois, politiques et réglementations en leur faveur par des pratiques de soudoiment des responsables publics (Hellman & Kaufmann, 2001). Par l'utilisation du trafic d'influence, ces pratiques des entrepreneurs cherchent à bloquer toute démarche de réforme politique qui pourrait faire disparaître leurs bénéfices, ce qui fait qu'Hellman assimile la captation de l'État, à la fois comme un symptôme et une cause fondamentale de mauvaise gouvernance. Les réformes politiques et institutionnelles susceptibles de favoriser une bonne gouvernance sont donc prises en otage à la suite d'ententes frauduleuses entre les entreprises et les responsables publics pour qui la préservation d'une éthique abusive et indigne de gestion rapporte beaucoup.

Il est vrai que ce terme met en relation les acteurs publics et ceux du secteur privé en général, toutefois il est tout aussi applicable au contexte haïtien dans lequel nous souhaitons l'évoquer, à savoir l'affaire de la BNC. À noter dans le cas spécifique de ce scandale, il s'agit du processus inverse où ce sont les autorités publiques, en l'occurrence des Conseillers-Présidents, qui réclament des pots-de-vin auprès des dirigeants d'entreprises commerciales publiques pour garder leurs postes.

## **Les réseaux sociaux, au cœur d'une exposition croissante des phénomènes de corruption !**

En Haïti, comme dans de nombreux pays en développement, l'essor des réseaux sociaux à la suite de l'adoption massive du mobile au cours de ces deux dernières décennies a modifié les dynamiques sociales, économiques et politiques. En dépit de la dégradation de la qualité des services offerts par les principaux fournisseurs d'accès et du manque de concurrence, l'accès à des plateformes numériques comme Meta (Facebook, WhatsApp, Instagram, ..), Google (YouTube, moteur de recherche, ..) et X (ancien Twitter) a permis de déboucher sur une certaine démocratisation de l'information, permettant aux citoyens de s'exprimer et de dénoncer les abus de pouvoir. Toutefois, cette démocratisation de l'information s'accompagne de nouveaux défis, notamment la propagation de fausses informations et de l'utilisation des réseaux sociaux à des fins de manipulation politique.

Les réseaux sociaux sont devenus un outil puissant pour les acteurs de la société civile et les journalistes, leur permettant de contourner les médias traditionnels (qui ont aussi une présence numérique remarquable) souvent censurés ou contrôlés par certaines élites politiques ou des acteurs économiques. Des recherches démontrent que l'usage des réseaux sociaux pour dénoncer la corruption et les abus de pouvoir peut renforcer la transparence et la responsabilisation des dirigeants. Par exemple, en Inde, les réseaux sociaux ont joué un rôle crucial dans la révélation de scandales de corruption, conduisant à des réformes importantes (Rodrigues, 2014). De même, au Brésil ou au Nigeria, des plateformes comme Facebook et Twitter ont été utilisées pour mobiliser des manifestations massives contre la corruption politique (Abubakar et al., 2022).

En Haïti, cette tendance est illustrée par quelques cas où les réseaux sociaux ont permis de mettre en lumière des affaires de corruption. La

plus emblématique de ces cas concerne la naissance du mouvement des « **petrochallengers** » en 2018 à la suite de la publication sur la plate-forme X du message intitulé « Kot kòb Petwo Karibe a? /Où est l'argent de PetroCaribe? ». Ce mouvement a souligné le rôle crucial des plateformes numériques provoquant ainsi un réveil citoyen sans précédent (spontané) dans la mise en lumière des allégations de corruption et d'impunité au sein de l'appareil étatique en connivence avec de puissants acteurs économiques.

### **Le Cas de la Banque Nationale de Crédit (BNC)**

En juillet 2024, un scandale éclate lorsque Raoul Pascal Pierre-Louis, président du Conseil d'administration de la BNC, accuse trois membres du CPT de tentative de corruption. Selon Pierre-Louis, les Conseillers-présidents Louis Gérald Gilles, Smith Augustin, et Emmanuel Vertilaire lui auraient exigé un paiement de 100 millions de gourdes pour conserver son poste. Ce scandale a pris une tournure sans précédent avec la publication de messages échangés, la publication des informations sur leurs rencontres et visites (domicile/hôtel de la capitale). La rapidité avec laquelle l'affaire a été rendue publique et la pression exercée sur les autorités témoignent de l'efficacité de propagation de ces outils.

Cependant, il est important de noter, à date, que les réactions politiques face à ce scandale ont été contrastées, certains acteurs cherchant à minimiser l'affaire (partisans et secteurs appuyant les Conseillers) tandis que d'autres de la société civile et du secteur politique notamment ont appelé à des enquêtes approfondies.

Ce scandale au sein de cette entreprise publique impliquant des hautes autorités de l'État fait ressortir un phénomène de captation de l'État beaucoup plus profond et structurel pratiqué à travers le temps par ces dernières et auxquelles participent souvent les dirigeants de ces entreprises publiques. Les pratiques de détournement des ressources

généérées au sein des entreprises publiques par ces acteurs politiques et bureaucrates ont des effets néfastes sur la rentabilité de ces dernières. Les dirigeants de ces entreprises ont préféré concentrer leurs efforts dans le développement des tactiques de captation plutôt que de mettre l'emphase sur des mesures qui visent à améliorer le niveau de productivité et de compétitivité des entreprises. Il ne reste quasiment de place pour le développement de produits et services novateurs. Ces démarchent participant donc à une initiative plus structurelle d'affaiblissement des différents compartiments de l'État menant tout droit à la défaillance de sa capacité à fournir les biens et services publics essentiels à sa population en témoigne la dégradation de la situation sécuritaire globale du pays actuellement.

D'autant plus, pour Hellman, cette captation de l'État décourage toute nouvelle mobilisation de ressources au profit de l'investissement tant public que privé en excluant systématiquement la création et la participation des petites et moyennes entreprises dans le processus de création de richesse devant aider à un développement durable.

Bien qu'on voie que l'impact des réseaux sociaux sur la gouvernance et la société en Haïti est évident tout en exposant les abus de pouvoir et un plus grand appel à la responsabilité des dirigeants pour des réformes réelles, ces plateformes présentent aussi des risques non négligeables notamment en matière de propagation de fausses informations et d'absence de procédures légales formelles pour les contrer.

L'impacts <sup>bl</sup>réel des évènements de mobilisation contre la corruption soutenue par les plateformes de médias sociaux fait ressortir une certaine limite, à défaut de parler tout simplement d'échec, en absence d'une véritable stratégie intégrée de renforcement institutionnel (contrôle interne, instance judiciaire décriée, ..) pour une lutte efficace contre la corruption.

En conclusion, les réseaux sociaux participent indéniablement à une nouvelle dynamique dans la lutte contre la corruption en Haïti en offrant aux citoyens de nouveaux outils pour dénoncer les abus et mobiliser l'opinion publique. Cependant, il est essentiel de rester vigilant face aux risques de manipulation et de désinformation. Pour renforcer l'efficacité de cette lutte, il est nécessaire de développer des mécanismes de contrôle plus robustes, de promouvoir une culture de la transparence et de renforcer l'indépendance de la justice.

#### Références:

- Ghonim, W. (2012). *Revolution 2.0: Le pouvoir des gens plus fort que les gens au pouvoir*. États-Unis: Steinkis
- Journal, G. M. (s. d.). *GMJAU - Social media's impact on journalism : A study of media's coverage of anti-corruption protests in India*. Consulté 18 août 2024, à l'adresse <https://www.hca.westernsydney.edu.au/gmjau/?p=802>
- Abubakar Alfaboro, Y. S., Ismaila, I., & Abdul, H. (2022). *Social Media and its Impact on Governance Building in Africa : The Nigeria Scenario*.
- *Haïti : 3 conseillers-présidents sur la sellette après avoir été éclaboussés dans un scandale de corruption*. (s. d.). Consulté 18 août 2024, à l'adresse <https://www.alterpresse.org/spip.php?article30728>
- Charles, J. (2024, août 12). *How a bank bribery scandal rocking Haiti threatens U.S.-backed transition to elections*. Miami Herald. <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article290927264.html>

**Moise CELICOURT, Économiste -  
Spécialiste en gouvernance et gestion des  
technologies de l'information**



**POUR UN RETOUR AU SYMBOLISME HISTORIQUE ET AU RESPECT DES MONUMENTS**

En Considérant la désacralisation des faits de notre histoire de peuple depuis plus d'une vingtaine d'années et la dangerosité certaine sur la prise en charge, par la société de demain de notre pays, la Fusion des Sociaux-Démocrates croit nécessaire de dégager des démarches intellectuelles et spirituelles capables de remettre les esprits sur la voie du retour à la commémoration utile, pour rendre permanent le lien entre les Pères fondateurs, les monuments, et les générations actuelles et futures.

Qui n'a pas assisté avec grand étonnement la profanation des lieux de repos de nos héros de notre indépendance, le Champs de Mars par des élèves au sortir de leur processus d'évaluation. A l'occasion ils ont piétiné les statuts des Pères fondateurs - un sacrilège de trop.

Le Parti Fusion entend inaugurer une activité à la portée citoyenne en prenant le 1<sup>er</sup> Janvier comme date de départ.

Dans le patrimoine immatériel collectif des Haïtiens la date la plus sacrée est le premier Janvier 1804. Elle marque le retour à la vie humaine perdue, volée par les envahisseurs européens de toute une race d'hommes et de femmes pendant plus de trois siècles. Dans l'intervalle de temps considéré, il faut toujours se rappeler que nos vieux parents n'avaient plus de qualité de citoyens et de citoyennes. Pour construire la machine, les autorités françaises ont en Mars 1685 sous le Roi Louis XIV édité le code noir qui se donnait pour mandat de préciser la condition des esclaves noirs au regard du droit - l'Article 44 – dans son essence renseigne « Déclarons les esclaves êtres meubles et comme tels entrer dans la communauté.

Il faut admettre que pour assurer à ces formes de penser- il faut sortir du lignage humain telle était la qualité des autorités de plusieurs pays

de l'Europe au 17<sup>e</sup> siècle. C'était un des dispositifs utilisés pour conduire l'exploitation des pays conquis baptisés Colonies. Les hommes et les femmes avaient été abêtis et mis en situation de travailler dans les mines et dans les champs pour assurer la rédemption rêvée. Des pays de l'Amérique et de l'Afrique, mettons-nous à l'époque moderne pour préciser, subissent la violence morale et politique pour satisfaire les appétits gloutons des Européens.

Parmi les Colonies Françaises des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles se détachait une d'entre elles par ses grandes capacités économiques. Elle a nom St Domingue, elle était baptisée Perle des Antilles – le joyau de l'Empire Français. La France était un grand empire parce qu'elle possédait St Domingue.

A partir de 1700 St Domingue est le premier producteur de canne à sucre. Au milieu du 18<sup>e</sup> siècle l'île exporte à elle seule autant de sucre que toutes les îles Anglaises réunies et devenaient la principale destination des traites Négrières via le commerce triangulaire.

Un Français sur 8 vivait de St Domingue. La grande richesse de la plus riche Colonie était construite sur l'esclavage et la colonisation.

Le colonialisme était devenu la logique d'exister des Européens et les nègres étaient les grands outils de l'exploitation. Après plus d'un siècle de jouissance, les intérêts de la France sont inquiétés par les monuments de protestations éclatées à la fin du 18<sup>e</sup> siècle à St Domingue.

La réaction brutale de Napoléon Bonaparte par l'envoi d'une flotte militaire dans la colonie en rébellion en Février 1802 n'a pas apportée les résultats escomptés.

Le 18 Novembre 1803 à Verrière c'est la première victoire des esclaves sur leurs oppresseurs. La plus grande armée de l'époque est anéantie

et les nègres et les négresses accèdent à l'Indépendance célèbrent le 1<sup>er</sup> Janvier.

Le 1<sup>er</sup> Janvier 1804, est la date officielle d'un grand tournant dans l'histoire universelle. Une date sacrée : des esclaves, des nègres accèdent à leur indépendance. La colonisation a reçu son premier coup terrible.

Les auteurs de ce grand coup historique deviennent des champions de la liberté dans le monde, des hommes dignes de louange. Les héros de la bataille sont des modèles, des héros appréciés un peu partout à travers le monde.

Leur rendre hommage, c'est un signe de respect et d'appréciation de leurs actes de grandes bravoures – c'est aussi perpétuer à travers le temps leur mémoire – c'est aussi transmettre aux générations et futures l'âme patriotique nécessaire pour concevoir de plus grandes choses pour la Patrie.

L'Education à la citoyenneté doit se réaliser pour maintenir la flamme de la grandeur toujours allumée, la flamme du Patriotisme bien forte pour construire de véritables citoyens en état de comprendre pour des actions de grandeur en regardant les monuments consacrés au Père Fondateur de la Patrie.

La Fusion croit qu'il s'agit d'une démarche à dimension Patriotique à réussir dans le dessein de protéger les valeurs de dignité, de grandeur de la Patrie et d'insuffler à la jeunesse un regard de fierté sur tout ce qui symbolise nos moments de gloire.

**Mozart CLÉRISSON, Avocat**



**UNE DÉCANTATION DANS LE PAYSAGE POLITIQUE HAÏTIEN  
UN IMPÉRATIF POUR LA MODERNISATION DE LA VIE POLITIQUE**

D'après les informations qui circulent, il existe aujourd'hui plus de trois cent trente (330) partis politiques autorisés par le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique. D'autres seraient parait-il en cours de constitution. Le phénomène de prolifération des partis politiques a pris une ampleur considérable avec le vote de la loi régissant la matière qui permet à une vingtaine de personnes de créer un parti et de le faire reconnaître légalement. S'il est vrai que la liberté d'association constitue un droit, cependant le rôle d'intermédiation qu'un parti politique est appelé à jouer dans le fonctionnement des institutions publiques suppose une réglementation spécifique pour ce type d'organisation.

Aux yeux de l'opinion publique cette pléthore de partis politiques a un effet dévastateur quant à la crédibilité de toutes celles et de tous ceux qui prétendent briguer le pouvoir. Comment veut-on que l'on prenne au sérieux les partis qui animent depuis fort longtemps la vie politique du pays, quand chaque individu, chaque ancien parlementaire ou ministre se croit obligé de créer sa propre organisation. Quand on sait ce que cela coûte en termes de temps, d'effort, de disponibilité, de moyens matériels et humains pour faire fonctionner un parti digne de ce nom, on se demande bien comment ils font pour exister et compter vraiment dans la lutte pour le pouvoir.

Il est vrai que la plupart d'entre eux n'existent que de nom ou sont juste des sigles qui servent à signer des notes de presse. Les uns et les autres se disent que c'est la seule façon pour eux d'avoir une place autour de la table ou pour se faire inviter dans les grandes rencontres ou par les ambassades. Les élections passées ont montré qu'une cinquantaine d'entre eux seulement présentent quelques candidats à certains postes

électifs. Le nombre de candidats à la présidence étant plus faible du fait des contraintes imposées par les lois électorales.

Imaginons une élection où il y aurait cent, deux cents ou trois cents candidats à la présidence. Ce serait un casse-tête pour le Conseil Électoral chargé de préparer les bulletins de vote et une confusion totale pour les électeurs même lettrés qui auraient du mal à trouver le candidat de leur choix. Si comme la loi le prévoit, le gouvernement veut accorder un financement public aux partis et aux candidats, ce sera quasiment impossible à faire équitablement, sauf à effectuer un saupoudrage aussi dispendieux qu'inefficace. Soit dit en passant que la perspective d'un financement public ne doit en aucune façon constituer une incitation à créer plus de partis politiques.

Dans la perspective de l'organisation des prochaines élections il nous faut poser dès à présent le problème de la prolifération des partis politiques et réfléchir à la façon de le résoudre dans le respect des règles démocratiques. De nombreuses questions peuvent être soulevées. Faut-il refaire avant les élections une nouvelle loi sur les partis politiques plus exigeante et moins laxiste ? Comment réduire le nombre impressionnant, presque ridicule des partis politiques existants ? Comment encourager les partis de même tendance à se regrouper au sein d'une même organisation ? La Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens a apporté la preuve que c'était possible en rassemblant sous une même bannière des partis qui se réclamaient de la social-démocratie. Mais malheureusement l'exemple n'a pas été suivi. Dans un système démocratique, il n'est pas recommandé de changer les règles du jeu à la veille des élections. Mais dans notre situation, c'est un impératif.

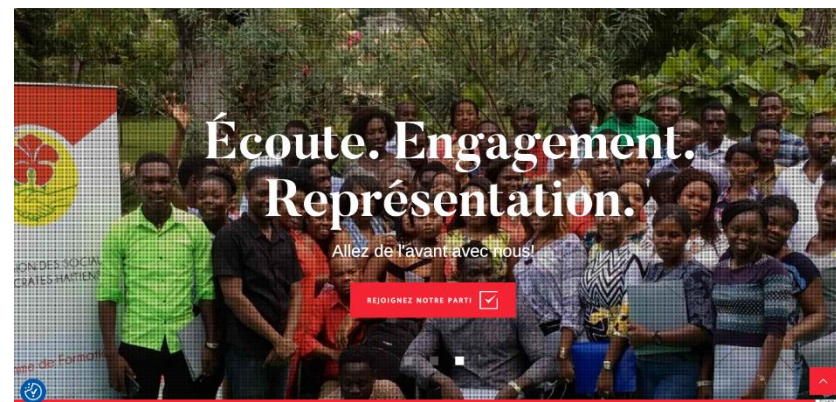
En lançant ce débat, loin de nous la pensée de vouloir stigmatiser qui que ce soit. Il s'agit d'un vrai problème qui demande des solutions responsables. Dans cette affaire, c'est le peuple haïtien qui doit avoir

le dernier mot. Plusieurs pays de tradition démocratique, comptent de nombreux partis politiques, mais les alternances se font en général entre eux ou trois grandes formations vers lesquelles se tournent les citoyennes et les citoyens pour élire leurs dirigeants. Les autres petits partis font de la figuration, délivrent leur message, mais ont très peu d'élus ou pas du tout.

Il incombe aux partis qui animent la vie politique depuis la fin de la dictature de s'entendre pour se fédérer par sensibilité politique et faire des offres politiques crédibles en quantité limitée. Au cas contraire c'est toute la classe politique qui risque d'en pâtir. Et c'est notre pays qui continuera d'être la risée du monde et de voir son entrée dans la modernité politique retardée.

L'appel est lancé. **Dirijan politik yo jwèt pou nou.**

## LA RÉDACTION





**NOTE DE CONJONCTURE  
HAÏTI À LA CROISÉE DES CHEMINS**

Après trois années de transition, le Parti Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens (FUSION/PFSDH) croit important et nécessaire d'appeler tous nos compatriotes d'ici et d'ailleurs à prendre la mesure de la gravité de la situation actuelle, à accepter de faire sans complaisance une analyse profonde de ce qui nous arrive en tant que peuple et à réfléchir sur le que faire pour sortir notre pays de ce cercle vicieux de crises de toutes sortes à répétition. La tentation est grande de faire porter la responsabilité de tous nos malheurs à nos adversaires et trop souvent à l'étranger. Les pays dits amis ont certes contribué de près ou de loin, directement ou indirectement à nous conduire là où nous sommes, mais nous devons admettre que même si ce qui se passe chez nous, est souvent surdéterminé par des influences ou des ingérences extérieures, quelque part la politique interne est conduite par des nationaux et la mauvaise gouvernance est imputable à tous : aux haïtiens et haïtiennes, aux politiques, au secteur privé et la société civile. Notre destin en tant que peuple, en tant que nation est d'abord entre nos mains et il nous incombe de prendre les dispositions pour redresser la barque nationale et la conduire à bon port.

La FUSION se pose la question et la pose à tous nos compatriotes par-delà les clivages politiques, économiques et sociaux : pourquoi face à l'effondrement quasi-total de nos institutions, face au risque de perte réelle de notre souveraineté et de mise sous tutelle de notre pays, nous n'arrivons pas à faire le dépassement indispensable en vue construire le consensus nécessaire pour concevoir et apporter des solutions durables ?

Après le choc traumatique causé par l'assassinat du président, la FUSION et d'autres qui étaient dans l'opposition, avaient compris qu'il fallait un sursaut, un réveil citoyen pour ramener le pays sur la voie de la démocratie institutionnelle, passage obligé pour rebâtir notre économie et répondre aux attentes multiples de nos concitoyens. Nous avons choisi la seule voie qui semblait appropriée en la circonstance : soutenir celui que le président défunt avait choisi pour conduire la politique de la nation. Ce n'est pas un hasard si nous n'avions pas participé à son premier gouvernement. Il ne s'agit pas alors de nous battre pour des postes, mais nous voulions plutôt contribuer à faire prendre une nouvelle direction au pays.

La FUSION avec d'autres acteurs, a contribué fortement à l'élaboration de l'Accord Pour Une Gouvernance Efficace et Apaisée De La Période Intérimaire dit Accord du 11 septembre. Ce document aurait pu permettre de rassembler les haïtiennes et les haïtiens autour d'un projet commun pour faire face aux nombreux défis du moment. Malheureusement plusieurs acteurs n'ont pas voulu saisir cette opportunité pour des raisons que nous ne voulons pas juger. Il faut rendre cette justice au Premier ministre qui a toujours voulu obtenir un consensus plus large autour de cet accord. C'est ce qui a conduit à la signature le 21 décembre 2022 du Consensus National Pour Une Transition Inclusive et des Élections .....De nombreux autres acteurs de la société civile et du secteur privé ont paraphé ce document.

Face à la détérioration de la situation sécuritaire et au maintien du Premier ministre en dehors du pays les parties prenantes des deux accords précédents ont fait preuve de leur capacité de dépassement de leurs intérêts immédiats, en acceptant la décision de celui-ci de passer le flambeau à celles et ceux qui refusaient tout compromis.



La formule imposée par la communauté régionale de mettre en place une présidence collégiale de sept membres avec deux observateurs, a été entérinée à la Jamaïque en dépit du fait que nombre d'acteurs étaient sceptiques quant aux chances de succès de cette démarche expérimentale.

Aujourd'hui cette structure est en place, il y a un nouveau Premier ministre et un nouveau gouvernement est en place. La FUSION ne peut que souhaiter la réussite de cet attelage. Les dissensions qui sont étalées publiquement, défraient la chronique sur les réseaux sociaux et font craindre un éclatement qui serait préjudiciable pour le pays tout entier. Les échos de scandales de corruption, de tentatives de racket de dirigeants d'établissements publics éblouissant des membres du Conseil Présidentiel de Transition, révoltent les citoyennes et les citoyens et font craindre une implosion de cette structure.

Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de continuer à offrir ce spectacle désolant à notre jeunesse et au monde entier, à un moment où l'environnement sécuritaire se dégrade. Le gouvernement précédent, en constatant les faiblesses de nos forces de sécurité a pris l'initiative de solliciter un soutien robuste de la communauté internationale. Cette demande a été produite en octobre 2022. Une réponse est intervenue une année plus tard. Dix mois après on n'arrive pas à trouver des volontaires pour constituer une force de deux mille cinq cents hommes et femmes. On n'arrive pas non plus à mobiliser le financement nécessaire pour la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) Nous devons nous rendre à l'évidence qu'au niveau international il y a ce qu'ils appellent « une Haïti fatigue ».

La réticence des pays dits amis à nous venir en aide une fois de plus est certainement une conséquence du fait que depuis la chute de la dictature en 1986, nous nous sommes montrés incapables de prendre en main la gestion rationnelle de nos institutions. Il est dès lors compréhensible que lesdits amis se montrent réticents à dépenser l'argent de leur contribuable et à envoyer leurs policiers et leurs soldats risquer leur vie pour des haïtiens qui s'entredéchirent et n'arrivent pas à s'entendre sur les questions les plus élémentaires, ou pour des élites qui ne pensent qu'à leur pouvoir et à leurs privilèges scandaleux dans un pays dont la moitié de la population vit en insécurité alimentaire. Quels arguments nos diplomates ou ce qui en reste, vont utiliser pour convaincre un pays partenaire à nous venir en aide pour garantir le pouvoir d'élites politiques et économiques qui ont la réputation à tort ou raison, d'être des corrompus qui ne pensent qu'à se reproduire au pouvoir ?

Chez nous -ces temps-ci- tout est sujet à controverses et à des disputes interminables. Tous les segments de la société se divisent sur tout. Exemple la mise en place d'un énième Conseil Électoral Provisoire (CEP) indépendant. Les luttes fratricides dans les différents secteurs appelés à choisir l'un des neuf membres sont autant de preuves de la difficulté à rassembler les haïtiens et les haïtiens en vue d'une solution durable de nos crises. Ces luttes féroces donnent le sentiment que les organisations sollicitées croient que la personnalité qu'il désigne ne fera pas partie d'un organisme indépendant, mais sera à leur service pour favoriser leurs candidats lors des prochaines élections. C'est la recette parfaite pour des élections contestées et une prolongation des crises politiques.

Ce n'est pas avec un état d'esprit pareil que nous allons réussir à combattre les gangs armés. Ce n'est pas avec ce type de comportement que nous allons convaincre les pays dits amis de nous aider à rétablir l'autorité de l'état. Ce n'est pas avec les pratiques décrites ci-dessus que nous allons parvenir à mettre en place des institutions crédibles capables de rassembler autour d'un projet commun.

Notre société est minée par la méfiance entre les acteurs à tous les niveaux. Il est devenu vital que nous puissions tous transcender nos intérêts individuels ou plutôt faire en sorte que nos intérêts coïncident avec ceux de la nation. La lutte contre l'insécurité passe par la lutte contre la pauvreté abjecte qui frappe trop de nos compatriotes. Si nous n'arrivons pas à vaincre la méfiance, nous ne pourrons pas inspirer confiance aux investisseurs dont nous avons besoin pour mettre en valeur nos immenses potentiels économiques et créer des emplois durables pour notre jeunesse. Sans la confiance dans nos institutions et dans nos élus, nous ne parviendrons pas à nourrir notre population. Les différentes préoccupations : nourrir la population, construire des infrastructures, rétablir un état de droit et un système judiciaire crédible devraient suffire à motiver les uns et les autres pour une mise en commun des énergies dans l'intérêt bien compris de tous.

Cette transition doit réussir dans le délai imparti. C'est pour cette raison que la FUSION/PFSDH en appelle au rassemblement des haïtiennes et des haïtiens pour sortir une fois pour toute de ces crises à répétition. Nous en avons marre de devoir quémander l'aide internationale après avoir été nous-mêmes les artisans de nos malheurs. Les défis sont nombreux. Si nous nous voulons les surmonter avec succès dans les dix-huit mois qui viennent, cessons dès aujourd'hui nos querelles intestines, mettons-nous

autour d'une table pour prendre les engagements nécessaires. Evitons le pire.

**NOTRE AVENIR DEPEND UNIQUEMENT DE NOUS.**

Engagement

**Prenez avec nous la  
bonne direction !**

Notre parti propose un programme politique actualisé avec plusieurs mesures assez puissantes pour changer efficacement la situation sociale et économique de nos concitoyennes et concitoyens.

**Nous avons la grande responsabilité de rassembler toutes celles et tous ceux qui pensent qu'Haïti mérite mieux.**

## COMITÉ DE RÉDACTION

Elsie LAURENCE-CHOUNOUNE

Euguy SAINVIL

Daniel SUPPLICE

Edmonde SUPPLICE BEAUZILE

Moise CELICOURT

Debussy DAMIER

Georges GREFFIN

Mozart CLERISSON

Robert BEAUZILE

